EAPPI : « Ce que mes yeux ont vu… »

Voici la dernière lettre de nouvelles de Marilyn, qui a achevé sa mission d'envoyée EAPPI – un programme d'accompagnement œcuménique développé par le COE en Israël-Palestine pour y limiter les tensions et témoigner de la situation. Vous aurez l'occasion de la retrouver au cours de l'émission du Défap sur Fréquence protestante, le mercredi 25 janvier, où elle témoignera au micro de Marion Rouillard.

Vue d'un point de contrôle de l'armée israélienne © Marilyn/EAPPI

« Ce que mes yeux ont vu, je le garde en mémoire. Ce que mes yeux ont vu, ma main l'a écrit. Ce que mes yeux ont vu je le partage… Je suis un témoin de paix. »

Nous sommes lundi 14 novembre et nous sommes encore pour quelques jours en Palestine car la mission se termine. Mon 3ème reportage sera sans doute identique aux deux précédents. Émaillé de témoignages montrant l'injustice et la violence de l'occupation militaire, les violations permanentes des droits

humains, le déni des lois internationales.

Je disais ce matin avant de partir avec la nouvelle équipe qui va nous succéder sur le terrain, que la haine avait touché mon cœur et spécialement hier en rentrant de Bethléem. Nous sommes passés par « le checkpoint des tunnels », délaissant le grand checkpoint que l'on appelle le checkpoint 300, celui que les Palestiniens et toute autre personne traversent à pied. Nous avons préféré le premier car les véhicules peuvent le traverser. Habituellement un soldat et un garde de la sécurité montent dans le bus pour vérifier passeports, permis et cartes d'identité pour les passagers. Seules les personnes au-dessus de 50 ans et les étrangers restent dans le bus, les jeunes Palestiniens doivent en descendre, attendre dehors que les soldats vérifient d'abord les papiers à l'intérieur du bus – et ce qu'il pleuve, qu'il neige ou que le soleil soit à son zénith. Après leurs papiers vérifiés et si tout est en ordre, ils remontent et le bus peut repartir.

Hier, arbitrairement, la soldate a demandé énergiquement à tout le monde de descendre aux cris de : « Yala, dépêchez-vous ! ». Quand je lui ai montré mon passeport elle m'a dit : « oui toi aussi tu sors », avec un geste de la main…

La haine a traversé mon cœur. Non à cause du traitement injuste que je subissais mais du traitement quotidien que les Palestiniens subissent !

Heureusement, la patience manifestée par les Palestiniens, leur infinie douceur m'a ramenée très vite à une attitude compassionnelle envers les comportements inhumains de ces jeunes soldats israéliens victimes eux-mêmes des discours de haine et de mépris qu'ils apprennent très tôt. Deux touristes françaises sont descendues également et m'ont dit leur indignation : « on n'a jamais vu cela dans aucun autre pays ». C'est ainsi, aux différents checkpoints, dans les rues de Jérusalem, notamment aux CP « volants » : des jeunes sont régulièrement arrêtés par les forces de sécurité, les « ISF »,

pour vérifications d’identité.

Il est très difficile maintenant pour ce troisième reportage de raconter tout ce que nous avons vu, tout ce qui se déroule actuellement en Palestine. Du fait même de l’occupation militaire israélienne. Les faits sont extrêmement graves et violents, et parce que nous sommes réellement affectés par ce que nous voyons, la difficulté est de mettre des mots sur les souffrances que subissent les Palestinien-nes jour après jour.

Nous assistons impuissants, quotidiennement, aux rudesses de l’occupation, partout où nous allons, que ce soit dans les camps de réfugiés, dans les camps de bédouins, à Jérusalem-Est, à South Hébron Hills, au passage des checkpoints ou dans les villages entourés par le mur et séparés les uns des autres : tous les récits et tous les faits, qu’il s’agisse de privation de liberté de mouvement, du vol des terres, du saccage ou du pillage des oliviers durant la récolte des olives, des démolitions de maisons, des arrestations, des assassinats de jeunes Palestiniens… toutes ces histoires sont les mêmes, elles sont empreintes de souffrances, d’injustices, empreintes de chagrin.

Le tribunal militaire © Marilyn/EAPPI

Que pouvons-nous faire ? Nous les envoyés œcuméniques, les envoyés de paix ? Écouter, voir, relater, soutenir, consoler et le soir écrire les rapports quotidiens qui iront alimenter les dossiers à l'ONU et au Conseil des droits de l'homme…

Raconter oui, mais comment raconter ? Quels exemples donner ?

Comment savoir que mes mots traverseront le cœur des gens qui me liront, et qui m'entendront ? Comment être sûre que mes mots diront exactement ce que j'ai vu ? Comment transmettre la réalité à laquelle nous avons été confrontés mais surtout la réalité quotidienne que vivent tous les Palestinien-nes ?

Par quoi commencer : par quel village, par quelle rencontre, par quelle association ? Peut-être dans ce troisième reportage, commencer par ce qui a été une expérience douloureuse pour chacun des membres de notre équipe fin octobre, le 30 octobre exactement… Quand nous avons eu l'opportunité d'être des témoins à la cour militaire israélienne : grâce à l'association « Military court Watch », nous avons pu assister à une audience. Le tribunal militaire est contigu à la prison d'Ofer, prison située en territoire occupé à Jérusalem-Est. Cette cour militaire est composée de sept salles d'audience, qui ressemblent à des préfabriqués. Nous avons donc pu assister à une série de procès dans la septième salle d'audience. Sept baraquements se suivent, les familles palestiniennes attendent dans la cour, nous avons pu rencontrer deux d'entre elles avant d'assister aux procès. Dans cet espace exigu, plusieurs policiers sont là, le juge militaire et son assistante, les familles de ceux qui vont être jugés, un ou deux avocats. Durant une heure se sont succédé douze jeunes de 16 à 25 ans.

Ils arrivent menottés en uniforme de prisonnier. Un policier leur enlève les menottes, les jeunes s'assoient dans le box qui leur est réservé par trois ou quatre voire six, et les

procès commencent. Le plus jeune d'entre eux, 16 ans, est accusé d'avoir lancé des pierres. En attendant la décision du juge, il a les larmes aux yeux. Son papa, sur les bancs réservés aux familles, lui demande d'être fort, de ne pas pleurer, de prier, lui assure qu'il va sortir bientôt. Le jeune homme le regarde. Il hoche la tête. Il répond à son papa, il dit oui. Les interrogateurs des jeunes sont dans la salle eux aussi ! L'avocat fait tout le travail : il traduit pour les familles, il traduit pour les jeunes, car tous les dialogues et tous les documents sont en hébreu. Là, les avocats, puisqu'il y en a eu deux ce jour-là, ont eu une heure pour défendre les douze jeunes qui sont passés à tour de rôle.

Entre 500 et 700 enfants arrêtés chaque année, selon l'ONG « Defense for children »

Si l'on compte le temps de la traduction, si l'on compte le temps perdu pour aller chercher les familles dans la cour – dont personne dans ce tribunal militaire ne s'est soucié – l'avocat a eu en tout et pour tout trois minutes pour défendre chaque jeune. Les sentences du juge sont toutes les mêmes ; prolongation de la détention pour une semaine pour les détentions administratives. La détention administrative est un emprisonnement arbitraire sans procès préalable, sans que ni les avocats, ni les familles, ni les détenus ne puissent connaître les charges, classées secrètes… Ce statut particulier permet que la détention soit reconduite de semaine en semaine, voire de mois en mois, alors que les avocats n'ont pas accès au dossier, et qu'ils connaissent à peine les jeunes.

Douze jeunes, jugés pendant une heure de temps ; trois minutes pour les « défendre »… La mécanique de l'injustice est bien huilée. Ils repartent menottes aux mains ; ils ont parfois pu parler avec leur famille, leurs mamans pleurent et nous, nous pleurons avec les familles. Expérience douloureuse. Les mots nous ont manqués en rentrant le soir. Le lendemain matin, j'étais chargée d'envoyer le rapport aux Nations-unies, au

Conseil des droits de l'Homme, aux grandes ONG de défense des droits humains. Nul droit humain dans ce lieu déshumanisé. Certains enfants ont été violentés, ont subi des pressions psychologiques mais de cela on ne parle pas dans les journaux en France ; on ne parle pas de cela à la télévision ni dans les grands médias. Qui peut dire la souffrance des parents ; qui peut dire la souffrance de ces jeunes arrêtés arbitrairement, mains, et parfois pieds liés, quand ce n'est pas un bandeau sur les yeux, voire l'isolement…

Cela a été le cas de Shadi Khoury, ce jeune arrêté chez lui durant la nuit du 18 octobre dernier, devant ses parents, frappé par les soldats, violemment, mis à l'isolement parce qu'il chantait en prison. Ça s'est passé le mois dernier et nous avons assisté à une messe le vendredi 4 novembre à l'Église Saint-Étienne à l'intérieur de l'école biblique et archéologique française. Des représentants de toutes les confessions étaient là, tous ont pris la parole. Monseigneur Michel Sabbah a prononcé une longue homélie pour Shadi et pour tous les enfants arrêtés ou tués en cours de ces derniers mois à Naplouse, à Jénine, à Jérusalem, à Kalandia…

Selon les chiffres publiés par l'ONG « Defense for children », entre 500 et 700 enfants sont arrêtés chaque année. Les Églises en Palestine sont mobilisées ; elles ne restent pas inactives face à l'injustice. C'est le cas de « Sabeel » dont les prières retentissent tous les jeudis matin et qui sont envoyées à toutes les organisations des « Amis de Sabeel » dans le monde entier, comme c'est le cas en France.

Fort heureusement, Shadi a été libéré récemment, mais reste en « détention à domicile », en résidence surveillée… D'autres enfants sont toujours en prison et c'est inadmissible ! Ils seraient au nombre de 190 actuellement…

Les responsables religieux réunis, de gauche à droite : l'évêque Yacoub Afram Saman – Église catholique syriaque ; l'évêque William Shomal – Patriarcat latin de Jérusalem ; monseigneur Michel Sabbah – Patriarcat latin de Jérusalem ; l'archevêque Atallah Hanna – Patriarcat orthodoxe de Jérusalem ; le frère Amjad Sabbara, curé de la paroisse Saint-Sauveur de Jérusalem © Marilyn/EAPPI

Voici, traduite en français, une partie de la prière de Monseigneur Sabbah dite à l'occasion de cette rencontre pour Shadi et tous les enfants palestiniens prisonniers :

« Nous venons ce soir pour prier. Tous les jours nous prions. Toutes les heures nous prions notre Père qui est aux cieux. Notre Père qui sait ce dont nous avons besoin. Mais nous nous réunissons ce soir pour une raison spécifique, en raison de la détérioration et de l'intensification de la situation, et ce dans toutes nos villes et villages. Certaines sont

encerclées/fermées, dans d'autres le harcèlement/les humiliations s'intensifient : Gaza est sous siège depuis des années, Naplouse aussi a connu le siège, et Hébron et ses alentours font face à la mort et aux déplacements forcés tout comme Jénine, Ramallah, Bethléem et Jérusalem. Partout les maisons sont pillées et démolies. Des descentes se font en pleine nuit, ils arrêtent les jeunes et les jettent en prison. D'un côté, l'armée et ses soldats obéissent à des ordres impitoyables ; de l'autre côté, ce sont les colons qui détruisent les cultures et les gens, en bénéficiant de la protection de l'armée. Voici notre réalité. Nous le vivons tous ensemble. Et nous prions.

C'est pour cela que nous prions ce soir. Nous élevons notre supplique à Dieu, à notre Père qui est aux cieux. Il voit tout, sait tout, entend le cri des opprimés et leur accorde Sa miséricorde. Dieu, nous prions pour toi/vers toi. Nous comptons nos tragédies, tu les connais. Toi, Ô seigneur, que nous dis-tu ? Nous avons lu l'Évangile ce soir pour entendre tes mots. À Nazareth j'ai prié avec ceux qui prient. Et puis tu as lu la prophétie d'Isaïe, et tu as appliqué ce que tu as lu à Toi-même. Je lis ces versets du prophète Isaïe : « L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a oint pour annoncer une bonne nouvelle aux pauvres; Il m'a envoyé pour guérir ceux qui ont le cœur brisé, pour proclamer aux captifs la délivrance, et aux aveugles le recouvrement de la vue » (Luc 4 :18). Frères, ce discours, Jésus l'a dit au peuple de Nazareth et ils ne pouvaient pas le comprendre. Pouvons-nous le comprendre, nous, aujourd'hui ? Est-ce que nous l'acceptons, est-ce que nous acceptons que ce soit Jésus qui nous parle de notre situation à travers ces paroles ? Ou ne pouvons-nous pas comprendre nous aussi ? Sommes-nous aussi en train de dire : quel est ce discours étrange sur notre situation, qui ne nous éloigne ni des soldats ni des colons ? Jésus a dit et nous le dit aussi aujourd'hui : « L'esprit du Seigneur est sur moi. »…

Voilà, dans ce troisième témoignage, une partie de ce que nous avons vécu durant ces trois mois de mission. Mais tellement de choses manquent, comme les mots pour le dire…
Peut-être un quatrième article viendra-t-il, mais en attendant, je vous livre quelques photos légendées, montrant d'autres activités quotidiennes ou des choses aperçues au cours de nos rendez-vous quotidiens.

En espérant que ces comptes-rendus donneront le désir à l'une ou l'un des lecteurs de postuler pour ces missions éminemment nécessaires afin que le monde sache, que le monde n'oublie pas. Afin que nous ne puissions pas dire : « nous ne savions pas… »

Marilyn. Groupe 85. Envoyée œcuménique. Programme EAPPI.

Association israélienne : « Femmes en noir ». Ces femmes manifestent pacifiquement chaque vendredi à Jérusalem-Ouest

pour demander la fin de l'occupation. Parfois certains passants israéliens les invectivent… mais parfois ils discutent avec elles et les échanges sont courtois et intéressés… © Marilyn/EAPPI

La cérémonie de « Handover » : passation de responsabilités entre notre groupe et celui qui est arrivé mi-novembre © Marilyn/EAPPI

Une démolition de maison à Jérusalem-Est, à laquelle nous avons assisté impuissants le vendredi 18 décembre 2022. Ce que l'on nomme « self demolition ». En effet, pour éviter de payer les frais de démolition par le bulldozer, les Palestiniens ont le choix pervers de démolir leur propre maison gratuitement… © Marilyn/EAPPI

Pancarte à l'entrée de tous les territoires palestiniens : ici avant d'entrer dans Al Azzarieh, banlieue de Jérusalem-Est coupée par le mur… et les checkpoints israéliens ©

Marilyn/EAPPI

« Nous méritons la vie » : inscription dans un des villages menacés d'expulsion dans les collines de « South Hébron Hills » : Masafer Yatta (région de Yatta)
© Marilyn/EAPPI

20ème anniversaire du programme EAPPI

Vous avez eu l'occasion de suivre dernièrement sur le

site du Défap les lettre de nouvelles de Marilyn, envoyée EAPPI – un programme d'accompagnement œcuménique développé par le COE en Israël-Palestine pour y limiter les tensions et témoigner de la situation sur le terrain. Récemment, les partenaires du Conseil œcuménique des Églises se sont réunis à Jérusalem pour célébrer le 20ème anniversaire de ce Programme qui bénéficie depuis son origine du soutien du protestantisme français.

Participant du programme EAPPI en Palestine © Albin Hillert/WCC

> Retrouvez l'article original sur le site du COE

Les responsables des Églises à Jérusalem, les responsables du Conseil œcuménique des Églises, les partenaires et leurs ami-e-s se sont réuni-e-s à Jérusalem pour célébrer l'anniversaire du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël.

Tout en célébrant le 20e anniversaire d'un programme qui a

permis à des enfants et des adultes de se sentir plus en sécurité, ils et elles ont regretté qu'en raison de la situation actuelle en Terre Sainte, l'accompagnement soit aujourd'hui plus nécessaire que jamais auparavant.

Près de 100 invité-e-s se sont réuni-e-s à l'Hotel Imperial à Jérusalem pour entendre des récits de situations locales. Y figuraient des responsables d'Église, des Églises membres, des partenaires œcuméniques, des accompagnant-e-s œcuméniques et les coordinateurs nationaux du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël.

Son Éminence, l'archevêque Aristarchos de Constantina et le secrétaire général par intérim du COE, le Père Prof. Ioan Sauca, ont ouvert l'événement. Au rang des orateurs et oratrices figuraient également les coordinateurs nationaux du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël; les accompagnant-e-s œcuméniques, l'évêque Ibrahim Azar de l'Église évangélique luthérienne en Terre Sainte et à Jérusalem, et le Très Révérend Dr Munib Younan, évêque émérite de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte.

Sauca a partagé sa joie et son inquiétude dans ses réflexions à cette occasion.

«La communauté œcuménique internationale a toujours cherché à être en solidarité active avec les chrétiennes et les chrétiens du Moyen-Orient, qui continuent à vivre leur foi et à en témoigner dans les contextes plurireligieux de leurs pays, apportant des contributions vitales à la diversité foisonnante et au développement de leurs sociétés», a fait observer Sauca.

«Des soulèvements, l'extrémisme violent brandissant la religion comme raison d'être, les occupations militaires permanentes, la discrimination et les violations incessantes des droits des personnes, les crises économiques et la

corruption, l'absence d'état de droit et d'autres facteurs encore ont contribué à une crise existentielle dans l'ensemble de la région.»

Sauca a souligné que les communautés vulnérables étaient particulièrement touchées, notamment les chrétiennes et les chrétiens qui sont confronté-e-s au déplacement et à la migration de masse.
«Nous affirmons que le meilleur moyen d'éviter cette menace est l'égalité des droits, la citoyenneté inclusive, la justice et la dignité pour toutes et tous, sans discrimination religieuse ou raciale», a-t-il ajouté.

En 2002, le COE a créé le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël en réponse à l'appel des responsables ecclésiaux en Terre Sainte.

«Le COE, dont les Églises membres représentent environ 580 millions de chrétiennes et de chrétiens dans le monde, a répondu à l'appel», a-t-il souligné. «Plus tôt, en 2002, les résident-e-s du petit village de Yanoun avaient été contraints à quitter leurs foyers en raison de la violence des colons.»

Des militant-e-s israélien-ne-s et du monde entier en faveur de la paix ont décidé d'agir et de s'installer dans le village de Yanoun, dans l'espoir que les résident-e-s de ce village s'y sentent suffisamment en sécurité pour y revenir. «Grâce à la présence protectrice de ces miltant-e-s, ces résident-e-s ont pu revenir», a rappelé Sauca.

Cette réussite a été une source d'inspiration et a débouché sur la création du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël en 2002. Depuis, les Églises membres du COE ont recruté plus de 1 800 accompagnant-e-s œcuméniques issu-e-s de 25 pays pour venir apporter leur aide pendant trois mois en Cisjordanie.

Œuvrant en étroite collaboration avec les communautés locales, des groupes israéliens et palestiniens de défense des droits

de la personne et des agences internationales, le programme a assuré une présence permanente dans la région depuis lors.

Le Secrétaire général par intérim du COE, le Père Prof. Ioan Sauca, a partagé sa joie et son inquiétude dans ses réflexions à l'occasion de l'ouverture de l'événement à Jérusalem © Albin Hillert/WCC

Des messages de soutien venus de toutes parts

Celles et ceux qui ont travaillé avec le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël et l'ont soutenu au fil des ans ont pris le temps de transmettre leurs salutations et de partager leurs souvenirs sur le programme.

L'évêque Munib Younan, ancien président de la Fédération luthérienne mondiale, a affirmé que l'idée du programme est de «promouvoir la justice, la paix et la réconciliation en Palestine et en Israël – et partout dans le monde».

Et d'ajouter: «Nous n'avons qu'à faire confiance à ce Dieu de

justice. C’est mon espérance pour le monde.»

Salpy Eskidjian, du Bureau chargé du volet religieux du processus de paix à Chypre, a indiqué que la situation sur le terrain en Palestine et en Israël ne s’est pas améliorée comme espéré il y a 20 ans, elle a simplement changé.

«Je prie pour que la famille internationale et œcuménique prolonge cette présence protectrice, tant que les Églises membres et la communauté locale jugent qu’elle est importante», a-t-elle déclaré. «C’est une joie source de reconnaissance et de gratitude.»

De nombreuses photos illustrent des accompagnant-e-s œcuméniques qui, au fil des ans, apportent une présence protectrice pacifique pour les enfants palestiniens allant à l’école.

Eskidjian espère également que le programme continue de se renforcer et de faire la différence dans la vie des gens.

Et de poursuivre: «J’ai espoir que les deux peuples et toutes les communautés religieuses pourront vivre en paix dans ce lieu».

Sara Speicher, secrétaire générale adjointe de l’Association mondiale pour la communication chrétienne, a également rappelé la genèse du programme. «Dans un premier temps, cette idée a été saluée par les responsables ecclésiaux et les communautés palestiniennes et israéliennes locales. Elle a également été perçue comme une expression tangible des préoccupations du COE, mais aussi de son espérance pour que cet accompagnement témoigne de la solidarité, apporte un peu de sécurité et promeuve une prise de conscience.»

Sam Bahour, associé directeur chez Applied Information Management, Palestine, a soutenu que l’accompagnement œcuménique sauve et change des vies. «L’accompagnement sauve des vies, car très souvent la présence étrangère dissuade la

puissance occupante israélienne et les colons israéliens illégaux de perturber nos vies quotidiennes.»

Le Pasteur Owe Boersma, point de référence pour les Réseaux et les Organisations œcuméniques, Pain pour le monde, a pour sa part indiqué qu'il considérait ce programme comme une réussite pour exposer des personnes de contextes différents à la réalité de l'occupation et pour œuvrer à y mettre un terme.

«Malheureusement, ce 20e anniversaire coïncide presque exactement avec les 55 ans de l'occupation», regrette-t-il.

Manuel Quintero Perez, ancien coordinateur du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël, a rappelé ce verset du Chapitre 12 de la première épître aux Corinthiens, qui évoque la souffrance.

«Si un membre souffre, tous les membres partagent sa souffrance», a souligné Perez. «Il a été tout à fait judicieux de la part du COE d'organiser ce programme, car il a permis aux Églises de nombreux pays de faire partie de la souffrance des Églises en Terre Sainte», a-t-il poursuivi.

Toujours selon Perez, sur la terre où Jésus est né, il y a tant de haine et la paix est un processus à long terme. «Ma seule espérance est que la communauté œcuménique continuera à travailler avec les populations locales pour trouver cette solution.»

Le secrétaire général élu du COE, le pasteur Jerry Pillay, a également partagé ses réflexions.

«En dépit des épreuves du peuple palestinien en Terre Sainte, et tout particulièrement de celles des jeunes, Dieu demeure la seule constante en toute chose et il est la boussole qui nous oriente vers l'objectif auquel nous aspirons», a-t-il déclaré. «Quoi que nous fassions dans notre lutte pour la justice, notre action concrète doit être perçue comme propice à la transformation sociale.»

En d’autres termes, Pillay a suggéré qu’un idéal pour une autre société s’imposait. «Quelles en sont les implications dans le cadre du conflit israélo-palestinien?» s’est-il interrogé. «Nous devons continuer notre pèlerinage conjoint de justice, de réconciliation et d’unité.»

Carla Khijoyan, responsable du programme du COE pour l’Instauration de la paix au Moyen-Orient, a affirmé que l’occupation était non seulement illégale, mais aussi contraire à l’éthique. «Et tout comme ce conflit comporte des dimensions morales, nous, les Églises et les chrétiennes et les chrétiens, avons le devoir moral de réagir», selon elle, avant d’ajouter qu’être un-e accompagnant-e œcuménique «est une leçon de résilience et de résistance, d’espérance, de dignité et d’intégrité, une leçon qui nous change à jamais.»

EAPPI : une présence pour apaiser les tensions en Israël-Palestine

Suite de notre présentation d'EAPPI, entamée il y a deux semaines avec une lettre de nouvelles d'une volontaire française, Marilyn : ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniement program in Palestine and Israel, est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent part est assuré par le Défap. Décrire à leur retour ce qu'ils ont vécu, à travers des lettres ou des cycles de conférences, fait partie de leur engagement. Retour sur l'histoire de ce programme.

Aqabat Jabr, camp de réfugiés palestiniens dans la vallée du Jourdain, à trois kilomètres au sud-ouest de Jéricho © EAPPI

Le programme EAPPI (Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël) a été initié par le Conseil œcuménique des Églises (COE), dont les Églises membres représentent 550 millions de chrétiens dans le monde, en réponse à un appel de responsables chrétiens locaux. Lorsque la violence s'est répandue à travers Israël et les territoires occupés, après le déclenchement de la seconde Intifada (El Aqsa) en 2000, les responsables des Églises de Jérusalem ont lancé un appel à soutenir leurs efforts pour une paix juste. La gestion des envois d'accompagnateurs a été reprise en 2012 par le Défap à la demande de la Fédération protestante de France. Aujourd'hui, le Défap assure le suivi administratif des candidats venus de France – même si EAPPI, programme international impliquant des participants de différents pays, a son propre programme de formation.

Depuis le lancement du programme EAPPI, les Églises membres du COE ont recruté plus de 2000 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles, pour des missions de trois mois dans les six lieux d'engagement en Cisjordanie. Le programme assure ainsi la présence continue de 25 à 30 accompagnateurs et accompagnatrices œcuméniques, originaires de 25 pays, et soutenus par une équipe située à Jérusalem. Un Groupe de référence local représentant les communautés et Églises qui ont demandé à bénéficier du programme contribue à l'orientation de ce dernier, avec l'équipe du COE à Genève et les coordinatrices et coordinateurs nationaux dans les pays d'envoi. Dans le cadre de ce programme, EAPPI-France s'est fixé comme objectif d'envoyer au moins un ou deux volontaires par an.

Des participants venus d'horizons très différents

Démolition d'un camp de bédouins dans la vallée du Jourdain, photographiée en 2016 par des participants du programme EAPPI © EAPPI

EAPPI a pour mission d'accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés en vue de mettre fin à l'occupation. Les participants au programme suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit international

humanitaire, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous ceux qui luttent contre l'occupation. EAPPI cherche aussi à fournir des informations fiables et à jour sur la situation d'occupation.

En travaillant en lien étroit avec les communautés locales, les associations israéliennes pour les Droits de l'Homme et les instances internationales, EAPPI a maintenu depuis 2002 une présence ininterrompue dans la région, à l'exception de la période de crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19. Le programme est enraciné dans les principes chrétiens d'amour, de paix et de justice ; mais parmi les participants, il y a eu des centaines d'hommes et de femmes de confessions différentes, voire d'aucune confession. À leur retour, ils sont amenés à témoigner de ce qu'ils vu, sans prendre parti, en insistant sur les initiatives de paix dont ils auront été les témoins. Beaucoup continuent par la suite de s'impliquer et de s'intéresser aux actions pour une paix juste en Palestine et en Israël.